

causèrent pas peu d'alarme au gouvernement. Dans les nuits de dimanche et de lundi, la populace s'assembla en grand nombre dans les cours du Palais-Royal, et sous les fenêtres même du roi. Elle ne cachait pas que son dessein était d'effrayer le gouvernement, et de le détourner de la conduite qu'il se proposait de tenir envers les prisonniers de Vincennes. Les autorités se trouvèrent d'abord surprises, et ne purent prendre des mesures de repression ; mais dans la nuit de lundi, la garde nationale, ce grand boulevard de l'ordre et des libertés de la France, intervint et dispersa complètement les perturbateurs, sans beaucoup de résistance. Ces derniers prirent la route de Vincennes ; mais la fermeté du gouverneur les empêcha d'attaquer le château, et ils se dispersèrent. Depuis lors, il n'y a pas eu de troubles sérieux.

Le roi, dans ces graves circonstances, s'est montré digne du haut office auquel il a été appelé. Quoiqu'élevé à la dignité royale par la voix du peuple, il n'a pas été intimidé par la clameur populaire, mais il a su distinguer entre le sentiment de la nation et le bruit d'une discorde factieuse. Il a refusé d'accepter la démission de deux de ses ministres, qui voulaient le délivrer de l'impopularité de leurs noms, et il s'est mis à la tête de la garde nationale, déterminé à faire rendre, à tout événement, le respect dû à son office et à sa dignité. Plus de deux cents individus, parmi lesquels se trouvent, dit-on, plusieurs familiers du prince Metternich, sont entre les mains de la police. On dit que les principaux promoteurs de ces troubles étaient des agens de l'ex-roi.

La Chambre des Députés, qui ne devait se réunir que le 10 Novembre, est convoquée pour le 3, par des lettres adressées à chacun de ses membres à sa demeure. Les nouvelles élections devaient toutes être terminées ce jour-là. La chambre des pairs devait s'assembler le 11, et l'on pensait qu'elle siégerait aussitôt comme cour de justice pour le procès des ex-ministres.

La garde nationale devait être renforcées et comprendre tous les Français immédiatement au-dessus de l'état de pauvreté.

**BELGIQUE.** Les élections pour le congrès national devaient être terminées le 27 Octobre, et le congrès devait s'assembler le 3 Novembre, au palais des ci-devant états-généraux, à Bruxelles.

On lit ce qui suit dans le *Messenger des Chambres* de Paris du 22 Octobre :

“ Une dépêche télégraphique envoyée au gouvernement par le préfet du Nord, le 19, dit : “ Les Belges occupent Anvers ; toute la Belgique est délivrée des troupes hollandaises.”